

POUR UN ANTIRACISME POLITIQUE RADICAL ET DÉCOLONIAL À BRUXELLES

*Entretien avec Nordine Saïdi,
du collectif Bruxelles Panthères*



Analyse

Dans cet entretien, Nordine Saïdi, membre fondateur de Bruxelles Panthères, revient sur le positionnement de ce collectif militant antiraciste et décolonial dans un paysage où la question de la récupération institutionnelle prend tout à la fois la forme d'une captation « polie » des revendications radicales et d'un tissage de réseaux de militances professionnelles, inféodées aux structures de financement, chevillées aux restrictions et aux rythmes du salariat. Face aux unifications et aux aplanissements institutionnels synonymes d'achat de la paix sociale, la voie de la militance est ici pensée comme réseau d'alliances entre organisations indépendantes, ancrées sur leur terrain, farouchement autonomes, résolue à ne pas céder aux intimidations et répressions étatiques dont ils font perpétuellement l'objet.

Gabor Tverdota : Pouvez-vous revenir sur la genèse de Bruxelles Panthères et ce qui a motivé la création de ce collectif ?

Nordine Saïdi : Les *Bruxelles Panthères* viennent à la suite du parti Égalité, fondé en 2008¹. C'est un moment historique, certainement. Politiquement, je me rends compte que notre seule force, c'est nous. La plupart des membres fondateurs sont des anciens d'Égalité. En 2008, c'étaient les frappes sur Gaza. À ce moment-là, une organisation politique autonome, issue des quartiers populaires, s'est constituée et tiendra quatre ans. En juillet 2012, nous nous rendons en France pour travailler sur un texte intitulé « Convergence avec nous-mêmes ». « Nous-mêmes », c'est Égalité à l'époque, la Brigade Anti-Nérophobie, le Parti des Indigènes de la République. Ce texte, qui pose les fondations d'une convergence avec nous-mêmes d'abord, que j'assume et que je signerais encore aujourd'hui (on peut dire que c'est l'acte fondateur de *Bruxelles Panthères*), a été mal reçu ici en Belgique, notamment par une partie d'Égalité, car il parle de domination blanche au niveau planétaire. Nous étions alors en 2012 et ce débat faisait encore rage. Ce texte a été mal perçu, tant sur la question du pouvoir que sur celle de l'orientation. Je quitte donc Égalité, avec d'autres frères, et nous posons les fondations de ce qui deviendra *Bruxelles Panthères*, qui assume dès le départ (ce qui, pour moi, constitue l'échec d'Égalité) la constitution d'une organisation indigène politique décoloniale, avec des références du Sud. Cette organisation parle d'une convergence d'abord avec les Noirs, les Roms, les personnes issues des quartiers populaires, et aborde la question de la convergence avec l'extrême gauche, oui, mais sans en faire une priorité, contrairement à l'obsession de certains.

Depuis 2012, les lignes ont bougé, mais à l'époque, lorsque je parlais des Blancs, il y avait une levée de boucliers pour dire : « Mais c'est quoi ce terme honteux de Blancs ? » Nous étions trop dans un égalitarisme version Bruxelles, qui ne prenait pas en compte les rapports de domination qui se traduisent dans le racisme d'État.

Bruxelles Panthères est donc né de la nécessité de combler un vide dans le paysage militant belge. Trop longtemps, l'antiracisme institutionnel s'est contenté de réponses tièdes et de discours creux sur la « diversité » ou le « vivre-ensemble ». Notre collectif s'est formé autour d'un constat sans équivoque : ces approches participent à la perpétuation du système raciste et colonial belge. Nous ne pouvions plus accepter que la lutte contre le racisme soit réduite à des campagnes publicitaires ou à des colloques où les véri-

¹ Voir <https://bruxelles-panthere.thefreecat.org/?p=823>

tables responsables sont absents. Nous avons puisé notre inspiration dans les mouvements révolutionnaires des années 1960 et 1970, en particulier les Black Panthers, les luttes de libération en Afrique et au Moyen-Orient, ainsi que dans les expériences d'autodéfense des quartiers populaires à travers le monde. L'idée fondatrice a toujours été la même : refuser le réformisme et construire une lutte de terrain ancrée dans les réalités des opprimés, tout en s'inscrivant dans des dynamiques internationales de résistance face à l'impérialisme et au capitalisme racial.

Bruxelles Panthères est un collectif politique radical fondé dans la continuité des luttes décoloniales et antiracistes portées par les diasporas issues des anciennes colonies belges et au-delà. Inspirée par les mouvements de libération noire et les luttes autonomes, notre organisation refuse toute compromission avec l'État et ses institutions. Nous nous inscrivons dans une tradition de résistance qui considère le racisme comme un dispositif structurel, produit de l'esclavagisme, du colonialisme et du capitalisme.

G. T. : Quels sont vos principaux terrains de lutte et vos objectifs à long terme ? Quels sont vos modes opératoires de prédilection ?

N. S. : Nos valeurs sont celles d'un antiracisme politique et non moral. Nous ne recherchons pas la reconnaissance, ni l'intégration dans un système oppressif, mais bien la confrontation directe avec les structures qui produisent et perpétuent l'oppression. Nous prônons une autonomie totale, tant financière que politique, refusant les financements publics qui conditionnent et neutralisent les luttes.

Nos méthodes d'action allient réflexion stratégique, travail de terrain, éducation politique, actions directes et production d'une contre-narration face aux discours hégémoniques. Nous avons mené plusieurs luttes marquantes, notamment notre victoire contre la Ducasse d'Ath, obtenant le retrait de cette manifestation folklorique du patrimoine immatériel de l'UNESCO en raison de sa figure raciste du « sauvagement »². Nous avons également mené des mobilisations contre les violences policières, contre la répression des militants, et en soutien aux luttes de libération, notamment en Palestine.

Nous organisons des campagnes de sensibilisation, nous mobilisons dans la rue, nous produisons du contenu politique et nous ripostons juridiquement lorsque l'État tente de nous faire taire par la répression. Car cette répression est une réalité : plaintes, convocations policières, pressions judiciaires... On tente par tous les moyens de nous criminaliser. Les récentes

2 Voir le communiqué de presse de Bruxelles Panthères : <https://bruxelles-panthere.thefreecat.org/?s=ATH>

plaintes contre moi-même³ et contre Mouhad Reghif⁴ en sont des exemples flagrants. Nous n'avons cependant pas l'intention de nous laisser intimider.

Nos luttes sont donc multiples, mais toutes convergent vers un même objectif: démanteler les structures de pouvoir racistes et coloniales. Nous nous mobilisons contre l'islamophobie, la négrophobie, la suprématie blanche, le néocolonialisme, l'impérialisme, le racisme d'État de manière générale. Nous luttons également contre les violences policières, l'impunité judiciaire et la répression des mouvements antiracistes radicaux. Nous dénonçons le colonialisme mémoriel⁵ — notamment la présence de statues de Léopold II — et soutenons sans ambiguïté la résistance palestinienne face au colonialisme sioniste. Sur le terrain, cela se traduit par des actions directes, des manifestations, des prises de parole publiques, et des interventions symboliques visant à perturber la tranquillité des institutions complices de l'oppression.

Nous organisons également des espaces de formation politique, car la conscientisation est essentielle. Ces dernières années, nous avons organisé un nombre incalculable de rencontres, y compris des rencontres internationales. Nous avons initié en Belgique le Forum Islamophobie, puis le Forum Anti-Guerre, le Bandung du Nord, ainsi que, chaque année, le Genocide Memorial Day et des rencontres locales autour de nos thèmes de prédilection. Vous pouvez retrouver ces événements sur notre site, notre page Facebook⁶, ou sur YouTube.

Nos actions ne sont pas de simples coups d'éclat médiatiques: elles sont réfléchies, collectives et ancrées dans les besoins des communautés concernées. Nous refusons la délégation de notre colère et la dépossession de nos luttes par des intermédiaires institutionnels ou des figures opportunistes. Chaque action est l'expression d'une colère légitime, mais aussi d'une volonté d'émancipation collective.

G. T. : Comment Bruxelles Panthères articule-t-il son antiracisme avec les questions de classe, de genre et de lutte contre l'impérialisme ?

N.S. : Pour nous, la porte d'entrée politique est la question raciale. La question sociale est une question raciale. Ici, à Bruxelles, mais je pense aussi dans les métropoles européennes, que ce soit au niveau de la pauvreté, du

3 Voir notamment: <https://bruxelles-panthere.thefreecat.org/?p=5053>, ainsi que <https://bruxelles-panthere.thefreecat.org/?p=5106>.

4 Sur la procédure bâillon contre Mouhad Reghif, voir: <https://bruxelles-panthere.thefreecat.org/?p=6125>

5 Voir <https://bruxelles-panthere.thefreecat.org/?p=4496>

6 <https://www.facebook.com/bruxellespantheres/events>

chômage, de l'incarcération, de la santé... la question de la classe prolétaire est la même que celle des classes racialisées, notamment les Noirs et les Arabes. Pour nous, ces questions ne peuvent être dissociées. Le racisme ne flotte pas dans les airs ; il s'ancre dans des structures économiques, politiques et culturelles. Parler d'antiracisme sans questionner le capitalisme revient à traiter les symptômes sans s'attaquer à la cause. Le capitalisme racial est au cœur des oppressions que nous combattons : il justifie l'exploitation des travailleurs migrants, la spoliation des ressources du Sud global et la marchandisation des corps racialisés. De la même manière, le patriarcat est indissociable de ces dynamiques de domination. Nous combattons les formes de sexisme, y compris celles qui existent dans nos propres communautés, sans pour autant accepter les injonctions racistes qui instrumentalisent la question des femmes pour stigmatiser les hommes Noirs, Arabes ou Musulmans.

Sur le plan international, nous nous opposons fermement à l'impérialisme sous toutes ses formes. Qu'il s'agisse des interventions militaires de l'OTAN, du pillage des pays africains par l'Union européenne ou du soutien à l'occupation israélienne, notre position est claire : solidarité avec les peuples en lutte pour leur autodétermination.

G. T. : Quelle est votre analyse de la situation actuelle des luttes antiracistes à Bruxelles et en Belgique ?

N. S. : Les luttes antiracistes, anticoloniales et anti-impérialistes à Bruxelles sont à un tournant. D'un côté, on assiste à un renforcement du discours institutionnel qui tente de vider ces luttes de leur radicalité en les récupérant dans un cadre acceptable pour le pouvoir – de fait, nous observons une récupération institutionnelle croissante du discours antiraciste, notamment du côté de certaines ASBL subsidiées, utile pour masquer la perpétuation des inégalités structurelles. De l'autre, on voit émerger une nouvelle génération de militants qui refusent les compromis, tournent le dos au paternalisme des institutions et des partis politiques et replacent les luttes de l'immigration dans une perspective révolutionnaire.

L'un des enjeux majeurs est la lutte contre le sionisme et le soutien à la Palestine, qui cristallise toutes les contradictions du système. Les attaques contre les militants propalestiniens, la criminalisation de la solidarité avec Gaza, et la pression exercée par les lobbys pro-israéliens sont des preuves de l'alignement du pouvoir belge sur les intérêts impérialistes. Malgré cela, la mobilisation ne faiblit pas, et *Bruxelles Panthères* continue de tenir une ligne sans concession sur ce sujet.

L'impérialisme belge ne s'est jamais arrêté. La complicité de l'État belge dans le génocide en Palestine en est une preuve flagrante. La Belgique continue de fermer les yeux sur ses propres crimes coloniaux tout en prétendant défendre les droits humains à l'échelle internationale. La lutte anticoloniale passe par une remise en question radicale de l'État, de ses alliances et de ses dispositifs de domination.

Il est crucial de se rendre compte que la Belgique reste profondément marquée par son passé colonial, un passé qu'elle refuse encore aujourd'hui d'assumer pleinement. Le racisme d'État est omniprésent, qu'il s'agisse des contrôles au faciès, des violences policières ou des discriminations systémiques dans le logement, l'emploi ou l'éducation. À Bruxelles, cette réalité est criante. La gentrification chasse les classes populaires des quartiers qu'elles ont contribué à construire, pendant que les médias et les responsables politiques criminalisent la jeunesse Arabe et Noire. Pourtant, une polarisation se dessine : d'un côté, des associations institutionnalisées, absorbées par des logiques de financement public, acceptent de jouer le rôle de médiatrices du système. De l'autre, des collectifs autonomes, comme le nôtre, refusent la compromission et revendiquent un antiracisme politique, radical, décolonial et internationaliste. Nous assistons à une multiplication des initiatives locales, souvent portées par la jeunesse des quartiers populaires, des femmes racialisées et des personnes queer. Cette dynamique est encourageante, mais elle est constamment menacée par les tentatives de récupération et de diabolisation orchestrées par le pouvoir.

G. T. : Comment voyez-vous le rôle du secteur associatif subsidié dans le tournant que vous décrivez ? Quelles sont vos relations avec les acteurs de ce secteur ?

N. S. : Nous collaborons parfois avec certaines associations, mais nous gardons une distance critique. Les structures subventionnées peuvent faire un travail de terrain important, mais elles restent sous la coupe des financements qui les obligent à composer avec les institutions. Nous, nous ne faisons pas de compromis. C'est pourquoi nous restons indépendants et autonomes dans nos actions et nos discours.

Le problème du secteur associatif subsidié, c'est qu'il est largement dépendant des financements publics, ce qui le place dans une position de compromission permanente. L'État ne finance pas la révolution, il finance des projets qui servent ses intérêts. La conséquence, c'est que beaucoup d'organisations passent plus de temps à remplir des dossiers de subvention qu'à organiser la lutte. Nous les appelons les « militants professionnels »

parce qu'ils ont des horaires de bureau : de 9h à 17h30, avec des pauses café et des séminaires de réflexion, mais sans véritable engagement de terrain.

Bruxelles Panthères ne crache pas sur ces organisations, mais nous ne nous faisons pas d'illusions sur leur capacité à réellement transformer la société. Nous les voyons comme des structures complémentaires, mais qui ne peuvent pas être à la pointe du combat. La lutte radicale ne se mène pas avec des fonds publics, elle se mène avec une détermination sans faille et une volonté de rupture avec le système en place.

G. T. : Vous avez mentionné plus tôt le phénomène de récupération du discours de l'antiracisme politique, et en particulier décolonial, par certaines associations subsidiées, notamment des ASBL d'éducation permanente. Pourriez-vous revenir sur ces propos et les expliciter davantage ?

N. S. : J'essayais de pointer une tendance que j'observe depuis quelque temps, celle de la dépolitisation et décontextualisation des discours de lutte antiraciste et en particulier du discours décolonial. A travers ce processus, un tel discours devient plus facile à accepter par des personnes et des institutions qui, autrement, pourraient se sentir menacées. Des concepts comme la « diversité », la « tolérance » ou l'« inclusion » sont alors mis en avant, mais souvent sans remettre en cause les rapports de domination raciaux profonds. Ces termes, dénués de leur dimension révolutionnaire, peuvent être intégrés dans des programmes d'éducation ou de gestion des ressources humaines sans provoquer de remise en question réelle du statu quo. Cela permet d'absoudre les structures de pouvoir et de domination raciale tout en donnant une illusion de progrès.

On entend ainsi aujourd'hui partout parler de « décolonial », dans des contextes aussi variés que la cuisine, la mode ou le secteur de la beauté. Ce phénomène, bien que frappant, ne tombe pas du ciel. Il trouve ses racines dans un long combat décolonial, dont nous, en tant que *Bruxelles Panthères*, faisons partie. Nous sommes issus de l'école de Ramón Grosfoguel et de son projet Modernité/Colonialité. Grosfoguel, dans son travail, nous enseigne que la modernité, dans sa version occidentale, est indissociable d'un système-monde euro-américain-chrétien-moderne-colonial-capitaliste-patriarcal. Ce système, qui s'est imposé depuis la destruction d'Al Andalus et la conquête de l'Amérique, repose sur des rapports de domination structurels qui vont bien au-delà de la simple exploitation économique. Il articule la pensée décoloniale à une critique du capitalisme et des effets impérialistes qu'il engendre. Ce n'est pas un simple concept qu'on peut piquer à la mode ou à la culture pour le transformer en une tendance. Quand on parle de

décolonial, il faut remettre les choses à leur place. C'est un combat radical, qui interroge les racines de notre système mondial, pas un slogan à la mode.

Ce phénomène de récupération est renforcé par les ASBL, particulièrement dans le secteur de l'éducation permanente. Ces associations ont souvent des liens avec l'État ou des financements privés, et elles jouent un rôle de médiation. Elles sont souvent poussées à adopter une forme d'antiracisme plus « légère », une version qui peut être digérée sans perturber l'ordre social. C'est un discours qui donne l'illusion de l'ouverture, de la diversité, mais qui ne remet pas en cause les structures qui créent et perpétuent ces inégalités raciales.

Les institutions, notamment les ASBL, jouent souvent un rôle de « filtrage » des revendications radicales en les adaptant à un cadre plus consensuel, ce qui empêche l'émergence de mouvements plus subversifs ou révolutionnaires. En ce sens, ces structures deviennent des outils de pacification qui font en sorte que la colère contre l'injustice sociale se traduise en actions symboliques qui ne menacent pas les structures de pouvoir en place.

G. T. : Comment percevez-vous le rôle des médias et des institutions dans la manière dont sont traitées vos actions et revendications ?

N. S. : Les médias dominants sont des instruments du pouvoir. Lorsqu'ils parlent de nous, c'est rarement pour relayer nos revendications, mais pour nous criminaliser, nous caricaturer ou semer le doute sur nos intentions. Cette stratégie vise à isoler les mouvements radicaux de leur base populaire. On nous accuse d'extrémisme, de violence, voire d'antisémitisme dès que nous dénonçons le sionisme ou que nous soutenons la résistance palestinienne. Ces accusations sont des tentatives de disqualification politique. Face à cela, nous avons choisi de développer nos propres canaux de communication. Les réseaux sociaux, nos sites internet et les médias indépendants sont des espaces où nous pouvons parler sans filtre. Quant aux institutions, leur hypocrisie est manifeste. Elles prétendent dialoguer tout en réprimant nos manifestations, criminalisant nos militants et finançant des structures censées pacifier nos quartiers. Nous ne demandons pas la permission de lutter. Si les dominants sont mal à l'aise avec notre radicalité, c'est qu'elle dérange leurs intérêts.

G. T. : Quelles stratégies de résistance développez-vous face aux tentatives de récupération et de répression ?

N. S. : L'autonomie est pour nous un principe fondamental. *Bruxelles Panthères* est une organisation 100 % autofinancée, ce qui nous permet de ne pas être soumis aux contraintes et aux agendas des pouvoirs publics ou

des financements privés. Contrairement à ce que certains pensent, cette indépendance est une force : elle nous offre une totale liberté de parole et d'action. Nous refusons de participer à l'institutionnalisation de l'antiracisme, qui transforme la lutte en un marché où certains deviennent des « antiracistes professionnels ».

Cela ne signifie pas que nous rejetons toute alliance, mais celles-ci doivent être fondées sur des bases claires. Nous collaborons avec des organisations qui partagent notre radicalité et notre vision du monde. Nous ne cherchons pas à nous insérer dans des coalitions où l'objectif est d'édulcorer le message pour plaire à tout le monde.

Notre grande particularité est de ne pas chercher à atteindre 10 000 membres. Nous ne voulons pas que toutes les petites organisations se fédèrent autour de *Bruxelles Panthères*. Contrairement à la gauche traditionnelle, nous ne voulons pas pousser les petites associations à se dissoudre dans un grand groupe. Nous voulons renforcer toutes les petites organisations racialisées (mais pas seulement) pour qu'elles puissent continuer leur combat selon leurs propres priorités, et, lorsque cela est pertinent, marcher ensemble. Nous soutenons à 100 % les organisations minoritaires et autonomes.

Quant à la répression, l'État a mis en place plusieurs stratégies pour affaiblir et réprimer les mouvements radicaux :

- La judiciarisation des militants : les plaintes contre moi-même, Nordine Saidi (affaire Lessines⁷), ou contre Mouhad Reghif (pour avoir dénoncé la suprématie blanche) ne sont que les dernières en date d'une longue série de tentatives d'intimidation.
- Les convocations policières à répétition : les militants sont régulièrement convoqués pour des motifs absurdes, le but de la manœuvre étant de nous épuiser psychologiquement et logistiquement.
- La disqualification médiatique : les médias dominants nous présentent comme des extrémistes pour décrédibiliser notre combat.
- L'asphyxie financière : en refusant toute aide publique, nous assumons un financement autonome qui nous préserve de toute instrumentalisation, mais qui représente également un défi logistique permanent.

7 Sur l'« affaire Lessines », voir <https://bruxelles-panthere.thefreecat.org/?p=578>, ainsi que <https://bruxelles-panthere.thefreecat.org/?p=4387>. Sur la plainte de Caroline Fourest, voir <https://bruxelles-panthere.thefreecat.org/?p=580>

Malgré cette répression et ces difficultés, nous continuons à nous organiser et à lutter, en adaptant nos stratégies et en renforçant nos réseaux de solidarité. Malgré les attaques, *Bruxelles Panthères* continue de croître et de s'imposer comme une force incontournable du paysage militant bruxellois.

Face à ces défis, la première de nos stratégies est l'autonomie politique. Nous refusons les subventions qui nous imposeraient des limites dans notre discours ou nos actions. Cette indépendance nous permet de rester fidèles à nos principes. Nous misons également sur la formation politique : comprendre les mécanismes de cooptation, de répression et de division est essentiel pour y résister.

Nos réseaux transnationaux sont une autre de nos forces. Être connectés à des mouvements de lutte en France, aux Pays-Bas, en Espagne, au Portugal, en Palestine, en Afrique ou en Amérique latine nous permet de déjouer l'isolement et de renforcer nos stratégies.

Sur le terrain, nous pratiquons la solidarité active : lorsqu'un de nos membres est criminalisé, la riposte est collective. Les tentatives de division interne sont contrées par un travail de confiance et de transparence entre militants. Nous savons que la répression est inévitable. L'histoire des luttes nous l'enseigne : quand on dérange l'ordre établi, la répression suit. Nous la considérons comme le signe que notre combat est juste et nécessaire.

G. T. : Comment envisagez-vous l'avenir des luttes antiracistes et décoloniales en Belgique et en Europe ?

N. S. : L'avenir dépend de notre capacité à construire des alliances solides et ancrées dans les réalités des opprimés. Il ne suffit plus de dénoncer ; il faut aussi construire des alternatives. L'autonomie alimentaire, le logement autogéré, l'éducation populaire sont des pistes à explorer. Les crises écologiques, économiques et migratoires vont exacerber les tensions. Face à la montée des extrêmes droites et à la banalisation du racisme d'État, notre réponse doit être à la hauteur de l'offensive. Nous devons être partout où le pouvoir oppresse, mais surtout là où il ne nous attend pas.

L'enjeu est également générationnel : former les plus jeunes, leur transmettre les outils nécessaires pour qu'ils ne se contentent pas d'indignation ponctuelle, mais qu'ils s'engagent dans une lutte à long terme. L'internationalisme est incontournable. La Palestine reste notre boussole inébranlable. Les oppressions sont globales, nos résistances doivent l'être tout autant. Que ce soit face à l'occupation de la Palestine, aux politiques migratoires

meurtrières de l'Europe, ou à l'exploitation néocoloniale de l'Afrique, notre position reste la même : solidarité, radicalité et lutte sans compromis.

Et si, à un moment donné, nous devons nous appeler *Bruxelles Panthères Party*, pourquoi pas.

Il faut se rappeler qu'à l'époque d'Égalité, les membres étaient considérés comme les pires criminels. Politiquement, on était traités d'« is-lamo-gauchistes » – représentés par la figure de Nordine Saidi, car il faut toujours personnaliser un mouvement pour mieux le criminaliser. Ces mêmes « criminels » vont fonder une autre organisation ! On a déjà été étiquetés racistes anti-blancs et autres stéréotypes. Aujourd'hui, on sait que celui qui parle de « racisme anti-blanc » est immédiatement ridiculisé. Nous avons déjà gagné certaines batailles idéologiques. Nous ne pourrions plus jamais être ignorés. Cela, c'est certain.

En 2008, nous avons semé des graines. Un vent s'est levé, et ces graines germent, chacune à son rythme. Je suis convaincu qu'un jour germera l'organisation politique des habitants des quartiers populaires, et qu'elle sera décoloniale ou elle ne sera pas. Ce que je vois aujourd'hui avec la gauche dite « radicale », qui est en partie au pouvoir, me le confirme. Je pensais que cela prendrait plus de temps, mais en voyant le potentiel politique de la Team Fouad Ahidar, par exemple, je pense que je ne me suis pas trompé.

G. T. : Merci beaucoup d'avoir répondu à nos questions !



**PERMANENCES
CRITIQUES**